

### MEDIA

*Zone diffusion* : National

*Périodicité* : Quotidien

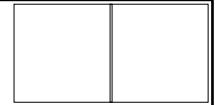
*Tirage* : 541 000 ex    *Nbre lecteurs* : 2 073 000

### PARUTION

*Emplacement* :

*Date* : 11/10/2011

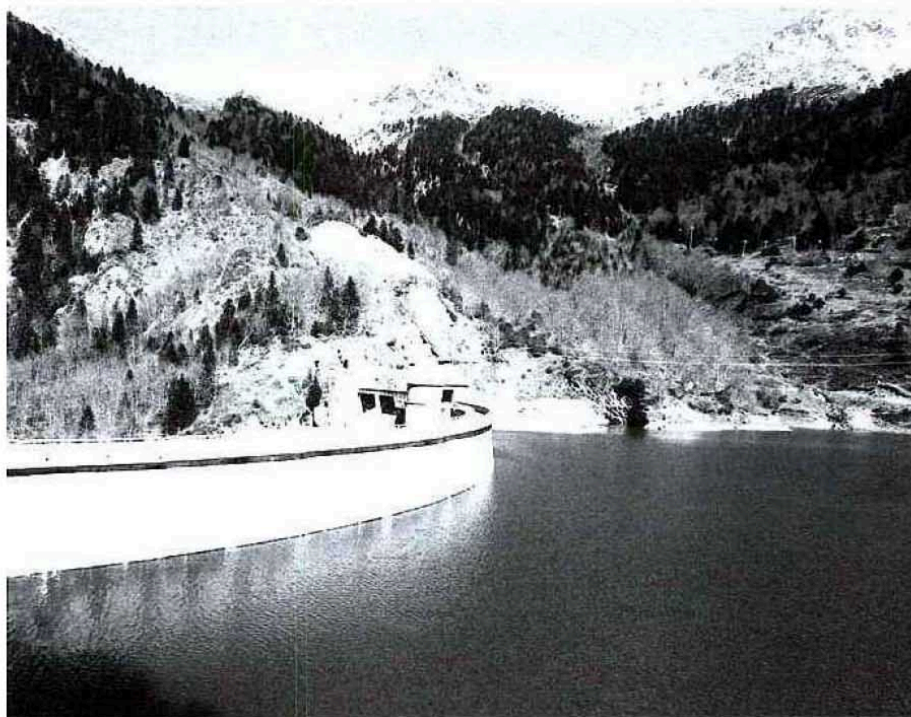
*Rubrique* : Reportage



*Page* : 3

**Reportage** Avec l'ouverture à la concurrence, le renouvellement de dix concessions hydroélectriques très rentables attire les géants de l'énergie, qui viennent à la rencontre des élus. Exemple dans la très convoitée vallée d'Ossau

# Opération drague dans les barrages français



La Société hydroélectrique du Midi [SHEM], filiale de GDF Suez, exploite quatre barrages dans la vallée d'Ossau, dont celui de Fabrèges. GUILLAUME BONNAUD/« SUD OUEST »

**MEDIA**

Zone diffusion : National

Périodicité : Quotidien

Tirage : 541 000 ex Nbre lecteurs : 2 073 000

**PARUTION**

Emplacement :

Date : 11/10/2011

Rubrique : Reportage



Page : 3

**Vallée d'Ossau**  
Envoyé spécial

**T**out sourire sur le perron ombragé de la mairie de Laruns (Pyrénées-Atlantiques), où il est entouré du maire Robert Casadebaig et du député 100 % bayrouiste Jean Lassalle, Gérard Mestrallet pose pour la photo qui sera publiée le lendemain dans *La République des Pyrénées*. Ce mardi 4 octobre, le PDG de GDF Suez est en campagne dans la vallée d'Ossau. Mais que vient faire le patron de ce mastodonte de l'énergie, qui pèse près de 85 milliards d'euros de chiffre d'affaires, au fin fond de cette vallée verdoyante ? Soustraire à l'appétit de ses concurrents - EDF et de grands hydrauliciens européens - une petite concession appartenant depuis 1929 à une de ses filiales, la Société hydroélectrique du Midi (SHEM).

« C'est un petit bijou de technologie, de savoir-faire et d'ancrage dans le territoire », dit-il en sirotant une bière belge, attaché dans un restaurant local. Une question l'irrite depuis de longs mois : pour-

**« Les barrages hydroélectriques, c'est une de nos seules richesses et elle a au moins l'avantage de ne pas être délocalisable »**

**Robert Casadebaig**  
maire de Laruns (Pyrénées-Atlantiques)

quoi cette concession, qui produit 230 mégawatts (MW), est-elle « la première à être soumise à la concurrence » ? Et non pas une de celles d'EDF, qui accapare plus de 80 % de la production hydroélectrique française ?

Le petit monde de l'hydroélectricité était jusqu'à présent un long fleuve tranquille. Lors des rares renouvellements de concessions, l'Etat accordait la priorité à l'exploitant du moment, le plus souvent EDF. Cet acteur écrasant n'a laissé qu'une portion congrue (17 %) aux seconds rôles, la Compagnie nationale du Rhône (CNR) et la SHEM, absorbées par GDF Suez. Jusqu'à ce que le gouvernement - sous la pression de la Commission européenne - ne soit obligé de lancer en avril 2010 le processus d'ouverture à la concurrence dans dix vallées des Alpes, des Pyrénées et du Massif central. Avec 5 300 MW, c'est 20 % de la puissance hydraulique qui sera ainsi remise sur le marché à l'horizon 2015, avant que les 20 000 MW restants ne le soient dans les années suivantes.

Ces ouvrages, amortis depuis belle lurette et fonctionnant grâce à une « houille

blanche » gratuite, sont des « machines à sous » où l'on gagne presque à tous les coups. Les centrales hydroélectriques sont lancées en période de pointe de la consommation, quand l'électricité est chère, alors que le coût du kilowattheure (kWh) produit est le moins cher (avec celui de la géothermie). Il devance même le nucléaire.

Gérard Mestrallet ne veut pas perdre le « petit bijou » d'Ossau. Ni les 19 barrages au fil de l'eau de la CNR, qui jalonnent le cours du Rhône. Il a même l'ambition d'en prendre à son meilleur ennemi, Henri Proglio, le PDG d'EDF. « Nous avons aujourd'hui 3 800 MW, nous voulons accroître notre portefeuille de 1 500 à 2 000 MW à l'horizon 2016. L'équivalent d'un réacteur nucléaire EPR de troisième génération », annonce-t-il. Des capacités qu'il faudra bien prendre à son grand concurrent qui, lui non plus, ne veut rien lâcher !

Pour l'heure, le patron de GDF Suez déploie les grands moyens et les petites attentions. Il n'est pas homme à laisser les choses au hasard. Et le choix de Font-Romeu (Pyrénées-Orientales) pour la vingtième édition du Raid GDF Suez, qui a réuni du 15 au 18 septembre les sportifs « maison » venus du monde entier, ne doit rien au hasard. Le groupe exploite un petit barrage tout proche, dans la vallée de la Têt, et Gérard Mestrallet voulait montrer l'ancrage local du groupe. Il en a même profité pour réunir les édiles politiques et les élus des chambres consulaires (agriculture, commerce...) autour d'un débat public sur l'énergie.

Rien ne vaut le contact avec les maires et les conseillers généraux ou régionaux, qui pèseront à chaque fois que le gouvernement devra décider le maintien ou le remplacement de l'ancien exploitant. Chaque mot est pesé. Et quand Gérard Mestrallet parle au maire de Laruns d'« ancrage territorial », le cœur de l'élu ne fait qu'un bond dans ce bout de France où l'on se bat jour après jour pour sauver les emplois et les services publics. « Une petite usine, un colège... égraine Jean Lassalle. *La vie, quoi.* » Lui, qui a fait une grève de la faim mémorable, au printemps 2006, pour sauver l'usine Toyal dans la vallée d'Aspe, le sait.

**M**ais les « petits maires » ne s'en laissent pas conter. Il faut les séduire, jouer la proximité, afficher un bon bilan. Apporter un plus pour qu'ils puissent ensuite plaider la cause du mieux-disant. « J'ai vu passer de nombreux candidats, raconte Robert Casadebaig, les Suisses, les Norvégiens, les Suédois... Ah, j'oubliais les Allemands ! » Le maire de Laruns se dit ouvert à de nouveaux arrivants, avant de laisser tomber

LE MONDE (National)

### MEDIA

Zone diffusion : National

Périodicité : Quotidien

Tirage : 541 000 ex Nbre lecteurs : 2 073 000

### PARUTION

Emplacement :

Date : 11/10/2011

Rubrique : Reportage

Page : 3

du haut du perron de sa mairie, un brin ironique, cet avertissement de bon sens : « Nous, nous savons avec qui nous sommes mariés. On sait ce qu'on peut perdre, on ne sait pas ce qu'on peut gagner. »

Ce qu'il peut perdre, ce n'est pas la trentaine d'emplois dans les usines et barrages de la vallée ; leur production annuelle peut assurer la consommation d'une ville comme Bordeaux et ils continueront de produire de l'électricité. Mais qui sait si un nouveau concessionnaire ne préférera pas sous-traiter la maintenance des usines hydroélectriques de la SHEMA, aujourd'hui assurée par un atelier intégré de 46 salariés ? Gérard Mestrallet en a fait le tour en se voulant rassurant. Et la presse a renvoyé de sa visite un écho qui a dû sonner doucement à ses oreilles : « Un patron du CAC 40 accro à l'électricité de l'Ossau », écrivait le lendemain *L'Eclair* en manchette.

Presque tous les candidats à la reprise des concessions des dix vallées sont « de grands hydrauliciens », comme on dit dans le milieu : l'allemand E.ON, l'italien Enel, le suisse Alpiq, le suédois Vattenfall, le norvégien Statkraft... « Cela se jouera sur le partenariat, l'accompagnement, dit le maire de Laruns. Les barrages hydroélectriques, c'est une de nos seules richesses et elle a au moins l'avantage de ne pas être délocalisable. » Mais qu'est-ce que le patron de GDF Suez lui a proposé ? « Oh, rien de précis. On a parlé développement du territoire », répond-t-il.

La pression des riverains, les critiques des écologistes et les exigences des élus locaux ont changé la donne. Tout est bon pour créer des activités, pourvu qu'elles soient respectueuses de l'environnement. L'Association nationale des élus de la montagne (ANEM) affirme qu'elle sera « vigilante » sur l'engagement des groupes d'énergie, convaincue qu'un bon partage des usages de l'eau entre la production d'électricité, l'irrigation agricole, la pêche et les sports aquatiques est un facteur de

développement économique durable.

Le gouvernement a décidé que les élus concernés participeront à l'élaboration du cahier des charges qui sera soumis aux concessionnaires. Parmi les exigences déjà formulées, on note que l'Etat imposera une augmentation de 10 % de la puissance produite. Ce qui contribuera à permettre à la France d'atteindre l'objectif de 23 % d'énergie renouvelable en 2020.

En attendant, EDF et GDF Suez se livrent à une concurrence aussi farouche que discrète. La guerre des deux géants a commencé, début 2011, sur les bords de la Dordogne, où 1650 MW exploités par EDF sont remis en jeu. Henri Proglio et Gérard Mestrallet sont allés au-devant des élus. Sans oublier de courtiser le premier d'entre eux, François Hollande, qui préside le conseil général de Corrèze. C'est bilan contre bilan. GDF Suez met en avant ses succès à la CNR et à la SHEMA, notamment l'intégration sociale réussie de salariés d'EDF et son souci de développement durable.

Henri Proglio rappelle que son groupe est numéro cinq mondial du secteur et qu'il a de grandes ambitions à l'international, comme le prouve la construction du barrage de Nam Theun, au Laos. Obnubilé par la culture productiviste de ses ingénieurs, EDF a longtemps négligé les gisements d'activité et d'emplois qui existent en amont et en aval de ses quelque 400 barrages. Et parfois même l'entretien. Le groupe a dû lancer, en 2007, un plan SuperHydro (560 millions d'euros) pour rénover des ouvrages vieillissants, voire dangereux.

La guerre des barrages ne se livrera pas seulement entre EDF et GDF Suez. On voit mal – Gérard Mestrallet le reconnaît lui-même – comment Paris pourrait refuser l'entrée d'un grand groupe européen. Pour le gouvernement, l'enjeu politique est mince : l'Etat n'aura pas à prendre ses décisions avant 2014-2015, bien après l'élection présidentielle. ■

JEAN-MICHEL BEZAT